

Marc Lohez
Marc Lohez
23 décembre 2004

France d'en haut - France d'en bas : une géographie ?

Ce montage n'engage que la responsabilité de son auteur et non des intervenants cités.

Apparue après le choc du premier tour de l'élection présidentielle et largement diffusée pendant la campagne des législatives, l'expression « France d'en haut- France d'en bas » a d'abord semblé désigner une profonde fracture sociale et politique, une incompréhension mutuelle entre des élites coupées des réalités et des populations fragilisées, se sentant délaissées et tentées par le vote protestataire, le zapping électoral et l'abstention.

Les premiers sondages sur le sujet ne contestaient pas cette vision loin de là : BVA répartissait les sondés se réclamant d'une des deux France selon leur orientation politique, leur profil culturel et leur situation économique. L'enquête d'Ipsos, qui ne portait que sur la « France d'en bas », la délimitait par les « CSP modestes ».

Mais au delà de ces considérations strictement sociologiques et politiques, les notions « d'éloignement », de « proximité », dans la bouche d'un sénateur et élu local aussi enraciné que Jean-Pierre Raffarin, suggéraient une logique plus territoriale : l'opposition France d'en haut- France d'en bas était aussi (surtout) celle entre le central et le local, entre les desseins des décideurs parisiens et les réalités du terrain. Un pouvoir plus proche de la France d'en bas était évidemment un pouvoir davantage décentralisé.

Si la première acception de la France d'en bas relève plutôt du travail des sociologues, les géographes qui se sont emparés depuis quelques décennies du rapport entre les territoires et la société peuvent témoigner des manifestations locales de ces fractures ; le deuxième terrain, celui de l'aménagement et de la géographie politique, leur est évidemment familier.

Huit cafés géographiques tenus de 1999 à 2003 permettent de faire le point sur ces rapports entre territoires et société en France.

I. Les géographes et les malheurs de la « France d'en bas »

Dès l'entre-deux guerres, les géographes se sont intéressés à ce que l'on n'appelait pas encore "France d'en bas" ; ils le faisaient à la fois par opposition à une histoire jugée trop intéressée par les grands hommes et les grands faits, mais aussi parce que nombre d'entre eux était d'origine assez modeste.

Voici un extrait de la thèse de P. Desfontaines sur *Les Hommes et leurs travaux dans la plaine de la moyenne-Garonne* (1932) (Citée dans *Introduction à la Géographie*, R. Marconis, Armand Colin, 1996) :

"L'étude des petites gens nous a particulièrement arrêté, bien que leur vie même et leur présence aient souvent passé inaperçues dans les documents et les relations... Il nous a paru

que la géographie devait avoir une particulière attention et sympathie pour cette masse de petits qui constituent le fond démographique plus spécialement exposé aux crises et livré aux dangers."

Il s'agissait alors de populations principalement rurales. Mais les études locales et proches du terrain cèdent le pas lors des années 60 et 70 : en quête d'une géographie générale, bien des géographes voient les populations à travers le filtre des statistiques.

Le "local" va revenir à partir des années 80 dans un contexte idéologique décrit par Emmanuelle Bonerandi lors du café du 2 mai à Lyon :

"- Le local est aussi une pratique et une idéologie qui reposent sur l'idée généralement admise que *small is beautiful*. Une telle conception naît dans les années 1960 et 1970, en réaction à la gestion centralisée et centralisatrice de l'après guerre. On revendique désormais, le développement par le bas, le développement autocentré, voire l'autogestion (à l'image de ce qui a été fait dans le Larzac) autour de courants associatifs solidement structurés comme les Jeunesses Agricoles Chrétiennes (JAC), les Jeunesses Ouvrières Chrétiennes (JOC) ou le courant de l'éducation populaire ; ces idées ont largement été diffusées dans les pays développés (« riches ») par les coopérants de retour de leur mission ou de leur service militaire, favorisant le développement du courant tiers-mondiste. C'est l'époque où l'on commence à envisager différemment les rapports au centre et les relations au pouvoir. Cela se traduit politiquement par la décentralisation administrative qui aboutira en 1982 aux lois Defferre. On cherche ainsi à promouvoir la gestion locale qui va de paire avec le développement respectueux des sociétés et des territoires. Le cadre juridique idéal est celui de la contractualisation (qui s'épanouit souvent dans le cadre des contrats de plan Etat-Région, de l'intercommunalité, ou de structures associatives). De nouvelles formes de co-construction voient le jour autour de la notion de gouvernance locale. On négocie, on se concerte et on décide parfois entre acteurs locaux de différents horizons. On prône la représentation tripartite de la société, entre élus politiques, acteurs économiques et représentants associatifs."

Lire le [compte-rendu complet](#)

Mais on le voit, le "local", ce n'est pas encore tout à fait la "France d'en bas" : les notables locaux y participent. Sans doute y a-t'il cependant une filiation entre ce retour au local, au "small is beautiful" et la mise en valeur récente d'une "France d'en bas".

Les géographes de la "France d'en bas" sont sans doute aujourd'hui les géographes qui étudient le rapport entre l'espace et la société :

- ceux qui étudient un territoire particulier, rural parfois, mais surtout urbain et qui ajoutent aux outils statistiques de solides enquêtes de terrains avec des méthodes parfois proches de la sociologie (beaucoup d'entretiens, une approche parfois contestée en géographie). Les recherches sur les zones urbaines et les quartiers voient la France d'en bas à travers la crise de la ville et les ruptures croissantes entre ses différents espaces : plus qu'une opposition France d'en haut/ France d'en bas, les géographes y voient plusieurs "France d'en bas" ; il y entendent parfois le sentiment d'abandon de la part des pouvoirs publics. Ainsi Marie Christine Jaillet décrit-elle la ségrégation croissante, mais inégale, des différents quartiers de la ville, les contrastes entre la réalité de la vie dans les quartiers dits sensibles et l'image « fantasmée », véhiculée dans la société et les médias, le fossé entre les usages et la façon dont sont conçus les espaces publics.

Lire le [compte-rendu complet](#)

- ceux qui étudient l'aménagement du territoire et qui constatent les conséquences spatiales des frictions croissantes entre les populations aux logiques très locales (égoïstes ?) et les pouvoirs publics qui ont des logiques à des échelles plus larges. En témoigne le rejet de plus en plus exprimé de toute installation pouvant apporter des nuisances au nom du NIMBY ("not in my backyard") : le "pas de ça chez moi" conduit au refus des aéroports, stockage de déchets et autres équipements gênants localement mais qui peuvent être utiles à la collectivité régionale ou nationale. D'un autre côté la "France d'en bas" est celle qui demande toujours plus d'être protégée par ces mêmes pouvoirs publics contre tous les risques.

Lire le [compte-rendu complet](#)

La rupture serait aussi liée au fait que dans la mondialisation, la « France d'en haut » est de moins en moins en mesure de protéger celle d'en bas contre les cataclysmes économiques envoyés par les grands groupes. Mais un géographe comme J. Lévy montre que les politiques gardent de la marge de manœuvre :

Dans le public, un intervenant rappelle que les entreprises agissent selon la vision qu'elles ont de l'espace. Lorsqu'elles licencient : quel débat y a-t-il ? Et que peut faire un débat lorsqu'on aboutit à un pays industriel touché de plein fouet par de massifs licenciements ?

J. Lévy rappelle la responsabilité collective des situations inextricables du monde industriel. Quant à la question des acteurs hyper-puissants sur lesquels on n'a pas prise, J. Lévy interroge la qualité du politique pour qu'il empêche des catastrophes sociales. Le problème de la qualité géographique des espaces politiques se pose en ces termes : plus il y a de lieux où l'on peut poser les problèmes et les résoudre, plus le politique a sa place. Il est cependant faux de dire que le politique ne peut rien : J. Lévy cite Ph. de Villiers, élu "local" qui a su mobiliser la société vendéenne contre la mondialisation en créant de la mondialisation : un parc à thèmes. D'autre part, en Bretagne ou en Alsace, il y a une culture du développement endogène [3], et le politique a son rôle. De même pour la zone est-alpine (Bavière, Suisse alémanique, Autriche hormis Vienne) : "c'est le Heimat dans toute son horreur, mais ils arrivent bien à gérer la mondialisation et à mobiliser leurs sociétés".

Lire le [compte-rendu complet](#)

II. Quels territoires pour la France d'en bas ?

A plusieurs reprises, les participants aux cafés géographiques ont montré l'inadéquation entre les découpages administratifs et la réalité de la vie sociale et économique : le décalage entre le pays légal et le pays « réel » :

« Tous ces territoires posent des problèmes de pertinence : l'Etat est trop loin, le département est une belle mais ancienne création, la région a du mal à vivre. Mais il y a de nouveaux territoires qui apparaissent, où les citoyens trouvent une meilleure perception de leur identité : les agglomérations et les "pays". Les cadres de vie s'organisent en effet au-delà de la commune désormais. »

Lire le compte-rendu du café d'Armand Frémont sur [Les nouveaux territoires](#)

Après une première définition en 1995, les nouveaux territoires créés par le gouvernement de la Gauche plurielle en 1999 devait offrir un cadre plus moderne et mieux adapté. Mais ces « pays » ont été préparés par la DATAR, une des plus pures incarnations de « la France d'en haut », qui voudrait bien que ces nouveaux territoires correspondent aux bassins d'emploi : une logique de découpage favorable au monde de l'entreprise qui avait fait bondir une bonne partie de l'audience de ce même café géo et qui s'appliquerait peut-être assez mal à l' « espace vécu » de la « France d'en bas ».

Les défenseurs du pays montrent pourtant qu'il peut redonner la parole aux acteurs locaux contre l'aberration des décisions prises.... D'en haut ! : ainsi à propos du Comminges (café du 27 mars 2002 à Toulouse)

« Une décision de l'état a installé une usine de pâte à papier à St Gaudens, ce qui a initié un développement du bassin d'emplois (1000 emplois créés) et a fait passer St Gaudens du statut de gros bourg à celui de ville. Mais cette évolution s'est faite par injonction de l'état, l'usine a été mal placée, la filière bois mal organisée (le bois exploité venant en partie du Brésil !), et l'usine a perdu des effectifs très tôt.

ce parachutage commandé de haut et à distance par l'Etat centralisateur constitue une aberration que l'organisation en pays semble permettre d'éviter en donnant la parole aux acteurs locaux, et ce d'autant plus facilement qu'il existe bien en Comminges, comme en de nombreux autres pays pyrénéens, une tradition intercommunale étroitement liée au mode d'exploitation traditionnelle des terres. »

Mais certains géographes, comme J.R. Pitte sont sans merci pour ces nouveaux territoires :

Le pays est une revanche de l'Etat Jacobin après son recul de 1982 (loi de décentralisation de G. Deferre, décrite comme une victoire posthume des Girondins). Les pays ont été inventés comme une machine de guerre contre les collectivités territoriales, pour redonner la main à Paris ; on essaye d'enlever le pouvoir à ceux qui en ont. J.R. Pitte rappelle alors l'utilité et l'efficacité des circonscriptions territoriales existantes, même les très nombreuses petites communes rurales qui assurent la " microgestion " du territoire ; il défend aussi le canton, capable de monter des opérations spectaculaires comme Ribeauvillé et Bergheim en Alsace, canton essentiellement agricole qui après avoir attiré Sony vit venir 50 entreprises supplémentaires. " Pourquoi alors vouloir casser des structures qui marchent bien " et ou " les gens se sentent chez eux. " ? " Encourageons les structures intercommunales, LE PAYS NE SERT A RIEN ".

Lire le [compte-rendu complet](#)

On le voit, le discours sur la « France d'en bas » n'est pas sorti tout armé du crâne de Jean-Pierre Raffarin, ni de son pragmatisme affiché : ses aspects territoriaux sont issus d'une longue lignée dont les grandes luttes idéologiques à la Française sont partie prenante. Avec peut-être à la clé, si le gouvernement va au bout de sa logique infra-française l'exécution définitive du jacobinisme.

Liste des cafés :

Sur les rapports entre espace(s) et société(s) :

- [L'espace français veut-il sortir du paléolithique ?](#) ; J. Lévy, Paris 1999

- [Quelle ville voulons nous ?](#) ; J. Levy, Mulhouse, 2001
- [En marge de la ville, au cœur de la société : ces quartiers dont on parle](#) ; M.C. Jaillet, Toulouse 2000
- [Du village à la planète : les territoires de la fête](#), G. Di Méo, Toulouse 2002 ; le local, lieu de la crispation identitaire (ici par la fête).
- [Le renouveau du local en Géographie](#), E. Bonerandi, Lyon, mai 2002, le contexte du retour à l'intérêt du local.
- [La géographie et les territoires du politique](#) ; J. Renard, géographie électorale (le zapping, les effets de la mobilité et de la périurbanisation).
- [L'aménagement du territoire : pour qui, pour quoi ?](#), Michel Hagnerelle, Mulhouse 2002 (le NIMBY, la défiance des populations locales...)

Les nouveaux territoires : le "pays"

- [Les nouveaux territoires](#) ; A. Frémont, J.L. Guigou, Paris 1999 (Etat trop loin, inadapation des cadres administratifs existants)
- [La République et ses territoires : l'émergence des pays](#) ; J.P. Neuman et A. Sangay, Toulouse 2002(plaidoyer en faveur du pays)
- [Les "pays", folklore ou réalité ?](#) ; J. Girardon, J.R. Pitte, N. Portier, Paris 2002 (le "pays" : come-back du Jacobinisme).

Montage : Marc Lohez